

**REVUE DES ETUDES MULTIDISCIPLINAIRES EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES****Numéro 6****Juillet – Décembre 2017****Perceptions de la décentralisation financière au Bénin : une analyse basée sur les données d'enquête auprès des communes****Perceptions of financial decentralization to the Benin : an analysis based on the data of investigation near the communes****Gbènoukpo Modeste Arnaud DEDEHOUANOU**

Enseignant à l'Université de Parakou/Bénin
Assistant de recherche en Sciences Economiques au Cefred,
Université d'Abomey-Calavi, BENIN
Spécialiste en Finance à l'ESG/UQAM
gbenoukpo1@yahoo.fr

Résumé

Cet article vise à analyser la perception de la population face à la décentralisation. A travers une méthodologie basée sur les variables binaires, les résultats montrent que l'effectivité de la décentralisation n'a pas encore d'effets/impacts sur les populations. Certaines variables bien que corrélées avec la perception ont des coefficients qui ne sont pas significativement différents de zéro au seuil de 5%. L'incidence des caractéristiques individuelles sur le comportement des populations à payer ou non les taxes et impôts locaux varie selon les individus.

Mots-clés : Perception, Décentralisation financière, communes, focus group

Abstract

This article to analyze the population's perception of decentralization. Using a methodology based on binary variables, the results show that the effectiveness of decentralization does not yet have any effects / impacts on populations. Some variables, although correlated with perception, have coefficients that are not significantly different from zero at the 5% threshold. The impact of individual characteristics on the behavior of populations to pay or not to local taxes varies according to individuals.

Key Words : Perceptions, Financial decentralization, Local Government, focus-group

J.E.L. Classification H72, H75

Introduction

Les pays en développement, notamment le Bénin, sont connus pour leur implication effective dans le processus de décentralisation. Cette décentralisation a pris corps en 2003 avec l'implication active du pouvoir central, des Partenaires Techniques et Financiers que des populations à la base.

Depuis le début des années 1980, beaucoup s'accordent à dire que le problème de (mal) développement des pays africains est avant tout institutionnel (World Bank, 1992a ; 1992b ; Médard, 1998).

La décentralisation financière apparaît alors comme une nécessité et mérite une attention particulière en raison, d'une part, de son caractère local et participatif et, d'autre part de la nature spécifique des Etats africains.

Cependant, face aux critiques des différents indicateurs de décentralisation basés sur le point de vue des experts internationaux (Ebel, 2009, Jutting et al) la nécessité de tenir compte des perceptions des populations devient primordiale. Alors que plus de 86,1% des populations locales interrogées, lors du passage de l'Enquête Modulaire Intégré sur les Conditions de Vie des Ménages (EMICoV 2010) sont favorables à la décentralisation, il ne semble pas exister de corrélation entre la perception (comportement) de ces populations et l'évaluation des experts internationaux¹.

¹ Ebel D. 2009, Bird V 1998 et al.

Deux aspects semblent donc être originaux dans cet article. Tout d'abord, nous concentrons notre analyse sur un échantillon de communes déterminé sur la base des critères de performance réalisés par l'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB) en 2009 (Plus faible critère de performance, plus fort critère de performance et critère moyen de performance et les trois communes à statut particulier). Cette approche permettrait éventuellement de réduire l'écart possible entre l'opinion des experts et celle exprimée par les populations et qui tient compte mieux de leurs expériences.

Par ailleurs, l'analyse économétrique menée ici est une première tentative d'identification des facteurs de perception (comportement) de la décentralisation financière sur le Bénin.

Afin de répondre aux interrogations, nous mobilisons des données originales provenant d'enquêtes d'opinion auprès des ménages dans 25 communes du Bénin sur la période 2003-2010.

L'objectif de cette recherche est d'analyser la perception de la population face à la décentralisation financière. Elle s'articule autour de trois points : la première section examine la décision de décentralisation ainsi que les facteurs individuels qui affectent la perception de la décentralisation notamment celles des finances publiques. Dans la section (II), nous analysons les logiques sociales dans l'explication des comportements de décentralisation. Suite à une revue des travaux empiriques existants, la section (III) présente la méthodologie empirique et les principaux résultats.

L'individu face à la décentralisation : les facteurs influençant la décision de paiement des taxes et autres ressources des communes

Situation et tendance actuelle

Les études de base de fondement microéconomique, cherchent à comprendre les motivations qui incitent des individus à se livrer aux comportements purement contraires aux textes de loi en vigueur (non paiement des taxes et autres redevances des communes). Typiquement, la littérature est basée sur la théorie des incitations et de l'agence (Amundsen et al., 2000 ; Bardhan, 1995 ; Goudie et al., 1998 ; Klitgaard, 1988, 1991 ; Cadot, 1987). Elle cherche notamment à comprendre comment les caractéristiques des individus, conditionnelles aux contraintes existantes, les amènent à se livrer à de tels actes.

Motivation de payer ou de ne pas payer les taxes (favorables ou non à la décentralisation des finances publiques)

La motivation d'un agent à payer ses taxes peut se faire sur la base d'une analyse bénéfices - coûts. L'agent économique (citoyen) ne paie ses taxes que si le gain espéré des actes de ce paiement compense tout au moins les coûts. Pour les bénéfices, l'agent attend le développement de sa localité, la construction des routes et infrastructures sociocommunautaires, l'amélioration de l'état de bien être social, pour ne citer que celles-là, alors que les coûts sont liés à la diminution du pouvoir d'achat, à la corruption dont faire montrent les autorités locales, à la mauvaise gestion et aux détournements des deniers publics.

Le modèle de Kligaard (1988) adapté au système de décentralisation représente l'arbre de décision d'un agent potentiellement favorable à la décentralisation financière (aux paiements des taxes et ressources pour le développement de sa commune). L'utilité d'un agent favorable (qui paie ses impôts et taxes locaux) dépend de son revenu, du niveau de développement local de la commune, de la stabilité du conseil communal, de l'affiliation politique au Gouvernement central, bref de la qualité de l'institution. En effet, cette dernière influe sur la probabilité de développer ou de ne pas développer la commune. De même, une augmentation du niveau du Produit Local Brut perceptible par les populations accroît le niveau de paiement unitaire des taxes.

Soit U l'utilité d'un agent qui paie ses impôts et taxes locaux. Désignons par W sa rémunération en termes de développement de sa zone et par $R(0)$ sa satisfaction à payer les taxes et autres ressources représentant le niveau de réalisation au sein de la commune. L'agent reçoit comme gain $W+R(0)$. Supposons b le montant des taxes non payés et Φ la probabilité que l'agent favorable aux paiements de ses taxes bénéficie d'une infrastructure dans sa localité construit par l'autorité communale sur les fonds de la commune, f la taille de cette infrastructure et $R(b)$ le coût à supporter lié au refus de payer les taxes et impôts (donc de ne bénéficier d'aucune infrastructure).

L'utilité espérée pour l'agent favorable est :

$$EU = U(R(b) + \Phi(b-f) + (1-\Phi)b)$$

Si cette expression est plus grande que le gain de ne pas être favorable, l'agent accepte de payer les taxes. Suivant l'approche de Becker (1968), le programme d'optimisation de l'agent est le suivant :

$$\text{Max}_b EU = \Phi U(b + (R(b) - f)) + (1 - \Phi) U((W + b + R(b)))$$

La résolution de ce programme nous permet de mettre en évidence les relations de base suivantes.

La condition de Premier Ordre donne :

$$\Phi D'U'(D) + (1 - \Phi)ND'U'(D) = 0 \quad \text{avec } D = b + R(b) - f \text{ et } ND = w + b + R(b)$$

$$\text{Après arrangement, on obtient : } \Phi(1 + R'(b))U'(D) - (1 - \Phi)(1 + R'(b))U'(ND) = 0$$

De cette équation on en déduit que :

$$\frac{U'(D)}{U'(ND)} = \frac{1 - f}{f}$$

Cette équation permet à l'agent d'arbitrer entre la décision de payer ou de ne pas payer les ressources pour le développement de sa commune. Dans cette analyse, la probabilité de bénéficier des infrastructures de développement est la variable principale qui détermine cette interaction. Sachant

$$\frac{db}{df}, \text{ nous avons la relation suivante entre } U'(D) \text{ et } U'(ND)$$

Tableau : Relation entre $U'(D)$ et $U'(ND)$

$f \in]0, 1/2[$	$f = 1/2$	$f \in]1/2, 1[$
$U'(D) > U'(ND)$	$U'(D) = U'(ND)$	$U'(D) < U'(ND)$
L'incitation à payer les taxes est forte	L'agent est indifférent aux paiements	L'incitation à payer les taxes est faible

La CPO permet de définir le montant des taxes non optimal (b^*) comme une fonction de mauvaise gestion du conseil communal (de la non réalisation des infrastructures dans la zone, de la corruption et autres) et de la probabilité de bénéficier d'une infrastructure.

$$b^* = b^*(W, \Phi, f)$$

Par le biais du théorème de la fonction implicite, nous pouvons dériver respectivement

$$\frac{db}{dW}, \frac{db}{d\Phi}, \frac{db}{df}$$

Relation entre ne pas payer et rémunération obtenue

$$\frac{db}{dW} = - \frac{(1 - f)U''(ND)}{fU''(D) + (1 - f)U''(ND)}$$

Nous obtenons le résultat standard selon lequel

$$\frac{db}{dW} < 0 \text{ car par hypothèse } U' < 0 \text{ et } 0 < \Phi < 1.$$

Autrement dit, le développement local (réalisation des infrastructures, amélioration du bien-être) est d'autant plus faible que son refus de payer les taxes est élevé.

Relation entre ne pas payer et probabilité

$$\frac{db}{df} = - \frac{U'(D) - U'(ND)}{fU''(D) + (1-f)U''(ND)}$$

Eu égard au tableau du signe précédent, nous avons la relation suivante

Tableau : Relation entre b et Φ

$f \in]0, 1/2[$	$f = 1/2$	$f \in]1/2, 1[$
$\frac{db}{df} > 0$	$\frac{db}{df} = 0$	$\frac{db}{df} < 0$
La probabilité de bénéficier d'une infrastructure augmente avec la probabilité du refus de payer les taxes	La probabilité de bénéficier d'une infrastructure reste insensible à la probabilité de ne pas payer	La probabilité de bénéficier d'une infrastructure est d'autant plus faible que la probabilité de refus soit élevée.

Relation entre ne pas payer et taille de l'infrastructure (bien être)

$$\frac{db}{df} = - \frac{fU''(D)}{fU''(D) + (1-f)U''(ND)}$$

Le dénominateur étant négatif, on en déduit que $\frac{db}{df} < 0$.

Autrement dit, la probabilité de bénéficier d'une taille importante d'infrastructures est élevée (amélioration du bien être), plus le refus de paiement des taxes est faible.

Ce développement nous donne une vue sur les facteurs qui influent sur les comportements des individus à ne pas être favorables à la décentralisation financière.

Les facteurs individuels, environnementaux, institutionnels et sociaux de la perception

L'analyse du contenu issu des résultats des « focus group » révèle que plusieurs facteurs affectent la perception des populations dans le processus de décentralisation financière : il s'agit entre autres : de l'âge, l'emploi, la richesse, le sexe, la situation matrimoniale la compréhension du processus de décentralisation, la rupture de la dynamique de confiance, le non respect de l'autorité, l'obligation de compte rendu, le genre, le clientélisme, les luttes partisans, la reddition des comptes, le transfert des compétences, l'accès aux services publics, le lieu de résidence, la corruption, la stabilité du conseil communal pour ne citer que ceux là. Il revient de capter statistiquement leur importance dans un modèle

Développements théoriques et empiriques

Développement théorique

La théorie de Tiebout (1956) du "vote par les pieds" constitue la toile de fond théorique de l'ensemble de la théorie du fédéralisme budgétaire. Sous les hypothèses de mobilité parfaite des agents économiques, d'absence d'économie d'échelle et d'effet de débordement², elle déclare que chaque agent choisit son lieu de résidence dans la région qui offre la combinaison qu'il préfère de biens publics et de pression fiscale³. Les agents procèdent de ce fait à un arbitrage en se déplaçant librement sur le territoire, à savoir en "votant par les pieds". Dans ce contexte, la décentralisation assure une allocation efficace des ressources publiques et un accès équitable aux services sociaux de base. Ce qui affecte positivement la perception des bénéficiaires.

Le point de vue de Tiebout est partiellement mis en cause par Oates (1972) qui considère quant à lui que la mobilité des agents est imparfaite : l'individu n'agit pas seulement par rapport au seul critère de la fiscalité. Les opportunités d'emploi, la proximité de la famille et des amis sont également importantes. Les coûts de déplacement ne sont pas nuls. Toutefois, dans ce contexte, la décentralisation améliore l'allocation des ressources dans le secteur public en rendant la production de biens publics plus proche des préférences locales. Les autorités locales sont réputées être mieux informées des préférences des citoyens et ceux-ci peuvent mieux contrôler les choix formulés par les responsables politiques. Par conséquent, la décentralisation est d'autant plus profitable que les préférences sont différentes d'une région à l'autre.

² Les effets de débordement se réfèrent aux externalités interrégionales. Ils peuvent être de deux types : débordement de consommation et débordement d'imposition

³ Plus le volume des biens publics offerts est important, plus la fiscalité à charge du contribuable est lourde.

Développements empiriques

En tant que pionnier au Bénin, OCS (2009), mène une étude cherchant à connaître les facteurs qui influencent la décentralisation financière. En se basant sur une méthodologique de type qualitatif Il montre que la relation entre le conseil communal et les citoyens souffre de beaucoup de carences par rapport à la participation populaire, à la bonne gouvernance locale, au renforcement du capital social et de la citoyenneté active. L'étude montre également que les facteurs individuels, sociologiques, culturels, politiques et institutionnels ont affecté le niveau de développement financière. et constituent de ce point de vue un véritable obstacle à la mobilisation des ressources et au développement des communes..

Pour Moussa S (2007), l'information et la transparence dans la gestion des ressources ne sont pas effectives en Afrique. L'absence de reddition de compte a entraîné une crise de confiance entre électeurs et élus. Ce qui a eu pour conséquence un déficit de participation des acteurs à la vie de la commune notamment au niveau de la fiscalité dont le recouvrement exige la présence des agents de la garde républicaine.

D'un autre côté, CRDI (2000) , après une étude sur trois pays Africains notamment le Ghana, le Mali et le Burkina impliqué dans le processus de décentralisation depuis un certain moment ont montré qu'il existe une crise de confiance qui caractérisent le pouvoir local et les populations. Plus loin l'étude montre le rôle prédominant de la chefferie traditionnelle dans les questions liées à la décentralisation, ce qui est perçue par les populations comme une immixtion dans les affaires mettant sous boisseau la veille citoyenne des populations à la base.

Ouattara (2003) souligne qu'une décentralisation qui ne s'accompagnerait pas ou qui ne serait pas porteuse d'un développement économique local visant à améliorer les conditions de vie des populations locales, tendrait à provoquer des désillusions, à trahir des espoirs légitimes suscités, à se retourner contre les responsables locaux et, au bout du compte, à décrédibiliser la décentralisation. Les populations locales jugeront de la décentralisation en fonction des transformations qu'elles constateront dans leur vie quotidienne, et, en tant que garant de la démocratie locale, elles sanctionneront à travers le vote, l'amélioration ou pas de leurs conditions de vie.

Méthodologie de recherche

La méthode utilisée dans cette étude est l'estimation en pseudo panel où nous disposons des données d'enquêtes sur les individus provenant de différentes communes sur la 2003-2010.

Soit y_{it} la variable de décentralisation financière effectivement observée chez l'individu. Le modèle de décentralisation financière à estimer est de la forme :

$y^*_{it} = \alpha_i + \beta' X_{ij} + \varepsilon_{it}$ où (i, j) représentent respectivement la commune et l'individu, X_{ij} le vecteur de déterminants de la perception de la décentralisation financière au niveau de l'individu i provenant de la commune j .

y^* est une variable latente non observable. En fait, en répondant aux questionnaires, les enquêtés tiennent compte de l'intensité de leurs sentiments face à la décentralisation financière (aux paiements des taxes et impôts locaux) de sorte que la valeur choisie y_{ij} reste la plus proche possible de ces sentiments.

Dans leur questionnaire, 4 questions sur la décentralisation financière ont retenu notre attention:

- avez-vous connaissance des tests sur la décentralisation notamment celle des finances publiques ?;
- pensez vous que la décentralisation est effective dans votre localité ?;
- pensez vous que vos autorités locales gèrent mieux les finances locales qu'avant la décentralisation ?;
- avez-vous payé des impôts et taxes locaux pour le développement local de votre région au cours de la période 2003-2009 ?

La variable dépendante est basée sur la question Q4 dont les quatre modalités sont les suivantes : 1= oui, très ; 2= oui, plutôt ; 3= non, pas vraiment ; 4= non, pas du tout.

A partir de celle-ci, nous avons défini une variable de rejet de la décentralisation financière. Plus précisément, nous avons recodé Q4 de la façon suivante : modalité 1, 2 et 3= 1, 0 sinon. Les variables explicatives sont x_{i1} et x_{i2} , deux variables socio-économiques.

Modèles à variables qualitatives binaires

Dans ces modèles on cherche à modéliser le comportement d'agents micro-économiques. La variable expliquée est une variable binaire qui peut prendre la valeur 0 ou 1.

$$\begin{cases} Y_i = 1 \text{ si l'individu choisit une alternative} \\ Y_i = 0 \text{ sinon} \end{cases} \quad (1)$$

Soit U_{i1} l'utilité de l'individu i s'il choisit une alternative et U_{i0} son utilité sinon. Ces niveaux d'utilité dépendent des caractéristiques socio-économiques. Supposons que les niveaux d'utilité U_{i1} et U_{i0} sont expliqués par un modèle linéaire, dont les variables explicatives sont

x_{i1} et x_{i2} .

La règle de décision est la suivante : l'individu choisit l'alternative (1), si $U_{i0} \leq U_{i1}$.

On observe une décision représentée par la variable y_i qui peut prendre deux valeurs 0 ou 1 et on note P_i la probabilité que Y_i soit égale à 1.

$$P_i = \Pr(y_i = 1) = F(x_i' \beta)$$

Dans la pratique, on utilise souvent deux spécifications qui conduisent à des résultats très proches : le modèle probit et le modèle logit.

Estimation des modèles probit et logit : la méthode du maximum de vraisemblance

Pour estimer le vecteur de paramètre β on applique l'estimateur du maximum de vraisemblance. La fonction de vraisemblance est donnée par :

$$L = \Pr(Y_1 = y_1, Y_2 = y_2, \dots, Y_N = y_N)$$

Avec β_{Logit} le vecteur de paramètres du modèle logit estimé avec la méthode du maximum de vraisemblance

5.2.3.4 Tests statistiques et mesure de la qualité de l'ajustement

On peut tester la significativité du modèle c'est-à-dire l'hypothèse $H_0: \beta_2 = \beta_3 = \dots = \beta_k = 0$ dans un modèle comportant K paramètres en appliquant le test du ratio de vraisemblance.

On peut également utiliser le coefficient de détermination (*Spseudo R^2*)⁴ suggéré par Mc Fadden R^2_{MF}

$$R^2_{MF} = 1 - \frac{\text{Log } L(\hat{\beta}_{MV})}{\text{Log } L(\hat{\beta}^*_{MV})}$$

Les effets marginaux lorsque les variables explicatives sont qualitatives

Si dans l'exemple (1) il y a une variable explicative qualitative, on ne peut pas appliquer la procédure précédente pour mesurer son impact sur la probabilité P_i . Par exemple, si on fait intervenir la variable explicative x_3 indiquant le sexe de l'individu. Cette variable peut prendre deux valeurs $X_{3i} = 1$ si l'individu est de sexe masculin $X_{3i} = 0$ si l'individu est de sexe féminin

Au point moyen, $x_{1i} = \bar{x}_1$ $x_{2i} = \bar{x}_2$ pour évaluer l'impact de la variable x_3 sur la probabilité de payer ses taxes, on mesure, dans un premier temps, la probabilité qu'un individu de sexe

⁴ Il sera utilisé dans le cas de cette estimation

masculin choisit de payer ses taxes, on la note \hat{P}_M . Dans un second temps, on calcule cette probabilité pour un individu de sexe féminin, on la note \hat{P}_F ..

L'effet du sexe sur le choix de l'individu est alors mesuré par l'écart entre les deux probabilités : $\hat{P}_M - \hat{P}_F$. Si le modèle est un modèle logit, on remplace les paramètres $\hat{\beta}_{Probit}$ par $\hat{\beta}_{Logit}$

Comparaison des résultats des modèles probit et logit

Pour modéliser un problème de choix binaire on peut donc utiliser un modèle probit ou logit. Les deux modèles donnent des résultats très proches. Pour commenter les résultats il faut ramener à une échelle identique la valeur des paramètres estimés. Les effets marginaux obtenus dans les modèles différents doivent vérifier la relation suivante :

$$0.25\beta_{kLogit} = 0.3889\beta_{kProbit} \Leftrightarrow \beta_{kLogit} = 1,6\beta_{kProbit}$$

La valeur de 1,6 correspond à une évaluation empirique de la relation posée par Amemiva. Théoriquement la valeur est donnée par le paramètre λ de fonction logistique égal à environ $1,8 = \frac{\pi}{\sqrt{3}}$.

Eu égard à tout ce qui précède, le probit simple est utilisé dans le cas de cette estimation.

Source des données et échantillonnage

Les données sur les facteurs individuels, économiques, sociaux, institutionnels et politiques sont issus de la base EMICoV 2010. Il faut noter que dans EMICoV, toutes les grappes (ZD) ont été sélectionnées dans les différentes communes de l'échantillon. Dans chaque grappe, douze (12) ménages sur 24 ont été pris sur des critères bien spécifiés (pauvre et non pauvre). Chaque fois, qu'un ménage n'a pas été retrouvé, il a été remplacé parmi les douze ménages restant mais dans le respect des critères prédéfinis. Au total environ 854 individus ont été pris en compte pour l'analyse et ont subi les enquêtes complémentaires relatives à la stabilité économique, l'affiliation politique, la reddition des comptes, la corruption, le clientélisme ainsi que les perceptions sur la décentralisation financière. Les leaders d'opinions, les associations de développement, certains chefs des services déconcentrés ont fait également objet d'enquête par focus group, en raison de 4 par département.

L'utilisation des données sur la perception de la décentralisation financière se trouve justifiée par le fait qu'il est difficile d'observer et donc de mesurer le niveau réel de perception de cette variable (Caldeira, E.2011 et OCS. 2009).

Résultats et discussions*Analyse de la statistique descriptive***Païement des impôts et taxes locaux**

De cette enquête, il ressort que plus de 2/3 des enquêtés sont soit ‘oui, plutôt’ et ‘non, pas vraiment’ aux paiements des taxes et impôts locaux. Les tendances les plus fortes s’observent dans les communes ci-après : 35,42% sont oui, très dans la commune de Banikoara, 58,33% sont oui, plutôt, dans la commune de Lokossa, 66,67% sont non, pas vraiment à Zagnanlando et 29,17% ne paient pas dans la commune de Kandi. En général, très peu d’individus (12,44%) paient les taxes et impôts locaux et très peu ne le paient pas (9,74%). Ces résultats montrent que la population béninoise a un assez bon comportement face à la décentralisation notamment celle des finances locales. Les quelques réticences de comportement observées sont dues à la pression fiscale de plus en plus forte sans une explication sur la destination des taxes recouvrées et la cherté de la vie.

Connaissance des textes sur la décentralisation

Pour les populations interrogées, le Bénin dispose de très bons textes qui méritent d’être appliqués afin de déceler les insuffisances pour les corriger. Le cadre légal et réglementaire au Bénin est constitué aujourd’hui de six (6) lois, vingt sept (27) décrets et cinq (5) arrêtés d’application. Les textes sont assez connus (44,60%), bien connus (37,09%) ou pas connus (8,33%), ou parfois lorsqu’ils sont soit très bien connus (7,86%), ils sont mal interprétés ou très peu maîtrisés par les élus ou bien imprécis par endroits.

Dans la pratique, certaines dispositions des lois de la décentralisation soulèvent de véritables difficultés d’interprétation et d’application. Il en résulte alors les conséquences liées au fonctionnement de l’administration communale à la confusion des rôles à la destitution en série des Maires et enfin à l’absence prolongée des Maires en dehors de leur commune.

Perceptions sur la gestion des finances locales

Plus des $\frac{3}{4}$ de la population pensent que les finances locales sont assez bien ou bien gérées dans les communes de l’échantillon. Seulement, moins de 10% pensent le contraire et moins de 10% pensent que c’est très bien géré.

Plus spécifiquement, aucun individu de la commune de Ouéssé, de Kloukanmé ne pense que les finances locales sont bien gérées, alors que au moins 16% de l’échantillon de Comé en

pensent le contraire. Les tendances les plus fortes pour les autres modalités se retrouvent dans les communes de Kétou, de Kloukanmé, de Bonou et de Copargo. Ces différentes statistiques montrent la divergence d'opinion des populations en matière de gestion des finances locales. Elles remettent en cause l'idée selon laquelle les individus ont une mauvaise perception des finances locales (E. Caldeira 2009).

Perceptions sur l'effectivité de la décentralisation

Les perceptions des bénéficiaires rapportées par le dépouillement des « focus group » réalisés avec les leaders d'opinion, les associations et groupements de femmes et les groupes socio professionnels ne sont pas tendres envers le fonctionnement du processus de décentralisation dans les communes.

La majorité des bénéficiaires ne cache pas leur satisfaction de voir des élus locaux (leurs frères) aux affaires au niveau local. Aussi, pense-t-elle que la décentralisation a rendu plus facile l'établissement de pièces administratives telles que les pièces d'identité et les actes de naissance. Mais, nombreux sont ceux d'entre eux qui ne sont pas satisfaits pour plusieurs raisons. On peut citer entre autres (i) : l'accentuation des rivalités partisans au niveau local. ; (ii) le maire élu se méfie des autres membres du conseil et cherche à travailler en comptant seulement sur ses partisans ; (iii) la pression fiscale de plus en plus forte sans une explication sur la destination des taxes recouvrées ; (iv) la vie coûtant de plus en plus chère.

Sommes toutes, les populations rencontrées dans les « focus group » estiment qu'il faut être patient car le processus est encore à son début (dans sa 7^{ème} année). Elles espèrent que les choses vont s'améliorer avec le temps.

Estimations et discussions

Estimation du modèle et interprétation des signes

Les résultats des estimations se présentent comme suit :

Tableau: Résultats des estimations en Probit simple

Variables explicatives	Probit Simple	
	Modèle 1(No Robust)	Modèle 2 (Robust)
Sexe	-0,055	-0,055
Age	-0,0413**	-0,0413**
Age ²	0,0004**	0,0004**

Niveau d'instruction	0,0669	0,0669
Situation Matrimoniale	-0,0407	-0,0407
Secteur d'activité	0,0424	0,0424
Religion	-0,8987*	-0,8987*
Affiliation Politique	0,0969	0,0969
Corruption	0,2046***	0,2046***
Stabilité Communale	0,2514*	0,2514*
Accès aux services sociaux de base	-0,0847	-0,0847
Reddition des comptes	0,179***	0,179***
Clientélisme	0,25553**	0,25553**
Situation de Pauvreté	0,1993***	0,1993***
Constante	0,2478	0,2478
Pseudo R ²	0,1079	0,1079
Chi (2)	93,91	87,92
Probabilité	0,00	0,00
Nombre d'observations	854	854

* significatif à 1%, ** significatif à 5%, *** significatif à 10%

Ces résultats illustrent que d'une manière générale le modèle est correctement spécifié. Le pseudo R² de McFadden, captant le pouvoir explicatif du modèle dépasse les 10% (Pseudo R² = 0,1079).

Ils montrent en outre que certaines variables bien que corrélées avec la perception (comportement) sur la décentralisation financière ont des coefficients qui ne sont pas significativement différents de zéro au seuil de 10%. Cela signifie que ces variables dans ce modèle, n'ont aucune influence sur la probabilité qu'un individu pris dans l'échantillon ait payé les taxes et impôts locaux pour le développement de sa localité (soit favorable à la décentralisation financière). Il s'agit notamment des variables Sexe, Niveau d'instruction, Situation matrimoniale, Secteur d'activité, accès aux services sociaux de base et Affiliation politique.

Par contre les autres variables du modèle exercent au seuil de 1%, 5% et 10% selon le cas, une influence sur cette probabilité car leurs coefficients sont significativement différents de zéro à ces seuils. On obtient ainsi les variables suivantes comme déterminant des comportements des

populations à payer ou non les taxes et impôts locaux pour différents seuils.

Comme, déterminants à influence positive, on peut citer, l'âge au carré, la corruption, la stabilité communale, la reddition des comptes, le clientélisme et le niveau de pauvreté.

En ce qui concerne les caractéristiques individuelles, la probabilité pour que l'âge affecte la perception est faible et significative. Il apparaît une relation exponentielle entre l'âge et la perception de la décentralisation financière. C'est dire qu'au fur et à mesure que l'âge augmente, les individus ont une forte probabilité de percevoir un niveau élevé de décentralisation financière parmi les populations. Plus l'on monte en âge (vieux), un individu pris dans la population a un fort consentement à payer les impôts et taxes qu'un jeune. C'est donc dire que les personnes les plus âgées prennent conscience du rôle de la fiscalité dans le développement local.

Les résultats montrent que la corruption affecte de façon significative la perception.. Ce résultat abonde dans le même sens que celui de l'ancienne théorie⁵ sur la corruption mais semble être contre-intuitif dans la mesure où certains auteurs notamment la nouvelle théorie ont pu établir que la corruption détruit l'économie amenant les individus à moins payer leurs impôts ou taxes. .

Néanmoins, on peut expliquer ce paradoxe⁶ par le fait que les populations étant conscientes du phénomène et connaissant ses effets accepte de payer les taxes et impôts locaux afin de permettre à leurs communes de réaliser les services sociaux de base indispensable au développement... Les populations attendent « le vote par les pieds » qui remplacent aujourd'hui le vote par les urnes pour sanctionner ces dérives.

La stabilité du conseil communal est un déterminant important de la décentralisation financière. Un individu de la population a un fort consentement à payer les impôts et taxes lorsque le conseil communal est stable que lorsqu'il ne l'est pas. On peut dire que les différentes destitutions de Maires observés au cours de la première mandature n'ont pas favorisé la décentralisation financière. Les populations semblent se réfugier autour de cette instabilité pour ne pas payer les impôts et taxes locaux favorables au développement local. Le comportement des populations confirme qu'en période d'instabilité, les problèmes politiques prennent sûrement le dessus sur les problèmes de gestion financière, ce qui amènerait peut

⁵ Théorie plus ancienne mais optimiste, qui considère que la corruption lubrifie le mécanisme économique «ou engraisse la roue économique »et rend les économies plus efficaces

être à dilapider les ressources de la commune pour le règlement des conflits. Les populations vont sûrement attendre la fin des conflits pour renouer avec le comportement citoyen.

La reddition des comptes a une forte incidence sur la perception de la décentralisation financière. A ce niveau, nos résultats corroborent les prédictions théoriques. En effet, il ressort de nos estimations que les communes qui font de la reddition des comptes un outil de développement ont de fortes chances à collecter les impôts et taxes pour le développement de leurs régions. En effet, lorsque les populations voient claire dans la gestion de la commune à travers les séances de reddition, elles n'hésitent pas à mettre la main à la poche pour accompagner leurs communes car me semblent t-ils palpent elles même du doigt les réalités.

Le niveau de revenu général est un déterminant important de la perception sur la décentralisation financière (comportement des populations à payer ou non les taxes ou impôts locaux).Lorsqu'il est élevé, un individu paie ses impôts et taxes pour le développement local que lorsque le revenu est faible. Les personnes les plus fortunées semblent mieux payer les impôts au Bénin que les pauvres.

Par rapport au clientélisme, il apparaît que de façon générale que, ceux qui ont un rapport avec l'administration communale ont de forte probabilité d'être favorable à la décentralisation. Plus, le niveau de clientélisme est élevé, plus la probabilité à prélever les taxes et impôts locaux auprès de la population est forte. Donc, les individus qui bénéficient d'une faveur de l'autorité en place ont un bon comportement face à la décentralisation financière. Analyse très peu surprenante, car ce qu'ils gagnent certainement de cette situation reste nettement supérieur à ce qu'ils paient. Des résultats qui confirment les travaux de Moussa S. (2007).

Quant à l'âge et la religion, ils influencent négativement le comportement des individus.

Les personnes les moins âgés notamment les jeunes ont un mauvais comportement vis-à-vis de la décentralisation. Pour eux, la décentralisation financière apparaît comme une taxe de plus que l'Etat prélève auprès des jeunes déjà vulnérables face aux effets néfastes du chômage.

Les résultats montrent également que la religion affecte négativement et significativement le comportement des populations face à la décentralisation financière. Autrement, les chrétiens et musulmans toutes catégories confondus ont un mauvais comportement vis-à-vis du paiement des taxes et impôts locaux. Pour ces individus, l'impôt ou les taxes apparaît comme une nouvelle dîme. Bien que leur réaction ne soit point catégorique, les données croisées

montrent que cela constituent une charge de plus pour eux, car pour la plupart, ils doivent payer la dîme dans leur lieu de culte.

Ces résultats montrent que la perception des bénéficiaires reste relativement faible. Ils confirment alors les prédictions théoriques du « vote par les pieds⁷ » de Thiebout.

Estimations des effets marginaux

Nos estimations montrent que globalement l'incidence des caractéristiques individuelles sur le comportement des populations à payer ou non les taxes et impôts locaux varie selon les individus de l'échantillon. De plus, la probabilité prédite de perception, en considérant les valeurs moyennes des variables explicatives reste modeste. Cette probabilité varie également selon les communes. On notera en effet que les communes de l'échantillon ont des probabilités prédites différentes pour de forts niveaux de perceptions. En d'autres termes, plus la perception est forte, plus les populations ont tendance à avoir en moyenne des points de vue divergents. En revanche, lorsque la perception est faible, les points de vue des populations provenant des différentes communes convergent sur la perception du phénomène.

Tableau : Résultats des estimations des effets marginaux

Variables explicatives	Effets marginaux	
	dy/dx	x- bar
Sexe	-0,014	2,4355
Age	-0,011**	40,9467
Age²	0,0001**	1847,84
Niveau d'instruction	0,1806	0,862
Situation Matrimoniale	-0,011	0,6603
Secteur d'activité	0,0114	0,485
Religion	-0,23424*	0,866
Affiliation Politique	0,026	0,543
Corruption	0,529***	0,719
Stabilité Communale	0,687*	0,435
Accès aux services sociaux de base	-0,0229	0,563
Reddition des comptes	0,0492***	0,376

⁷ En 2015, 2/3 des élus locaux ont été renouvelés

Clientélisme	0,0671*	0,6082
Situation de Pauvreté	0,0562***	0,2307
Pred. P (at x-bar)	0,1888162	0,188162
Nombre d'observations	854	854

* significatif à 1%, ** significatif à 5%, *** significatif à 10%

Pour les déterminants à influence positive toutes choses étant égales par ailleurs, une personne âgée avec un coefficient de 0,0001 au point moyen a une probabilité de l'ordre de $0,1888(1-0,1888)0,00001= 0,00153\%$ plus élevée que celle d'un jeune d'avoir un bon comportement face à la décentralisation financière.

Il en est de même pour la corruption, un individu victime de la corruption avec un coefficient de 0,529 au point moyen a une probabilité de l'ordre de 8,0808% plus élevée qu'un individu n'ayant pas été victime d'avoir un bon comportement face à la décentralisation financière.

De même, un individu en face d'un conseil communal plus stable avec un coefficient de 0,687 au point moyen a une probabilité de l'ordre de 10,49441% plus élevée qu'un individu en face d'une instabilité d'avoir un bon comportement face à la décentralisation financière.

Il en est de même pour la reddition des comptes, le clientélisme et la situation de pauvreté avec des probabilités au point moyen respectivement de l'ordre 0,7515%, 1,025% et 0,8584%.

Pour les déterminants à influence négative, ceteris paribus, un individu croyant avec un coefficient de 0,2424 au point moyen a une probabilité de l'ordre de 3,7028% moins élevée qu'un individu ne pratiquant aucune religion d'avoir un bon comportement face aux impôts et taxes locaux.

Il en est de même pour les jeunes. Avec un coefficient de 0,011 au point moyen, la probabilité est de l'ordre de 0,1683% moins élevée qu'un vieux d'avoir un meilleur comportement.

Conclusion et avenue de recherche

Cette recherche a permis d'examiner le comportement des individus face à la décentralisation financière au Bénin. Les déterminants microéconomiques qui affectent la perception des populations sont l'âge, la religion, la corruption, la stabilité communale, la reddition des comptes, le clientélisme et le niveau de pauvreté.

Le fait que les individus interrogés paient ou non les taxes et impôts locaux dépend en grande partie des déterminants suscités.

Ensuite s'il est vrai que nous avons tenu compte des différentes caractéristiques socio-économique et culturelles, le problème demeure essentiellement institutionnel, et trouve sa racine dans les interventions publiques, en rapport avec les fonctions assignées à l'autorité locale. Les caractéristiques des administrations publiques locales, leurs actions et leurs comportements doivent être revus à fond si l'on prétend réussir la décentralisation notamment celles des finances locales.

Enfin, cette recherche ouvre la voie aux causes des destitutions en série des maires et de leur conseil communal au Bénin ainsi qu'au faible taux de renouvellement de ces conseils lors des dernières joutes électorales.

Bibliographie

Bako-Arifari, N. (1995). '‘Démocratie et logiques du terroir au Bénin’', *Politique Africaine*, Vol.59 (Octobre1995), Paris, Karthala, p.7-24 102

CRDI et al (2000) Décentralisation, acteurs locaux et services sociaux en Afrique ARCHIV 119006, 148p

E. Caldeira (2011) Essais sur la décentralisation dans les pays en développement *Thèse de Doctorat en Sciences Économiques*, 218p, Université d'Auvergne, Clermont-Ferrand1

Hellriegel, D., J. W. Slocum et R. W. Woodman (1993), *Management des organisations*, traduit de l'américain par Michèle Truchan-Saporta (1993), 1ère édition, Bruxelles, De boeck-Wesmael.

Hilhorst, T.et al (2005), Dynamiser la santé communale : Construire des partenariats efficaces dans l'espace communale pour améliorer la qualité des services de santé. SNV, KIT. Bulletin du Centre pour l'Environnement et le Développement en Afrique et le KIT. CEDA – Centre pour l'Environnement et le Développement en Afrique 03 BP 3917 Cotonou Bénin, 123p

Isabelle C. et al (1999) '‘Econométrie appliqué, méthodes-applications-corrigés, de boeck pp 376-394.43

Jutting J et al (2004), *Decentralisation and poverty in developing countries: exploring the impact* , Working Paper N°236, OECD Development Center.

Langley, P.et al (2006), Les premiers pas des communes au Bénin : Enseignements du processus de la décentralisation, In ://www.gouv.bj. 125p

Moussa S (2007) *Décentralisation et gouvernance locale en Afrique : Etude comparative sur l'appropriation de la réforme par les communautés rurales au Mali et au Burkina Faso* centre for research on local knoxwedge, 19p

G. Baltissen et T. Hilhorst (2012.,) *Décentralisation et gouvernance locale*, bulletin 371, Amsterdam, Institut Royal des Tropiques (KIT), Amsterdam, KIT Publishers.

OCS/MDAEP (2009) Evaluation de l'impact de la décentralisation sur la pauvreté et les conditions de vie des ménages au Bénin ,//www.ocs.bj, 103 p

Oluwo, D; (2003), *Local Institutional and Political Structures and Processes: Recent Experience in Africa, Public Administration and Development*, [Published online in Wiley InterScience], //www.interscience.wiley.com, site consulté en décembre 2006; , n°23,41–52